RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DE VAUCLUSE

N° 56 - JUILLET 2016

PUBLICATION : 21 JUILLET 2016
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DE VAUCLUSE

JUILLET 2016
N° 56

PREFECTURE DE VAUCLUSE

PAGE 1  arrêté du 13 juillet 2016 portant surclassement démographique de la commune d’Avignon

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

PAGE 3  arrêté du 14 juillet 2016 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l’engagement associatif – promotion du 14 juillet 2016

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

PAGE 6  ordre du jour de la CDAC du 1er août 2016 - demande d’avis relative à l’aménagement, dans un bâtiment existant, d’un supermarché de 620 m² de surface de vente à l’enseigne « U Express » suite à la saisine de la CDAC par la commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon après délibération du conseil municipal
PAGE 7  arrêté du 21 juillet 2016 portant ouverture d’une enquête publique préalable à la délivrance du permis de construire dans le cadre de l’implantation d’une centrale photovoltaïque sur l’eau située au lieu-dit "Ile des Rats" à PIOLENC
PAGE 13 arrêté du 21 juillet 2016 portant renouvellement de l’agrément d’un établissement d’enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière « Europe Conduite Stage 84 » à Carpentras
PAGE 15 arrêté du 20 juillet 2016 déléguant l’exercice du droit de préemption à l’EPF PACA pour l’acquisition d’un bien sis à Monteux lieu dit « Saint Raphaël » en application de l’article L 210-1 du code de l’urbanisme
PAGE 18 arrêté du 20 juillet 2016 déléguant l’exercice du droit de préemption à l’EPF PACA pour l’acquisition d’un bien sis à Mazan lieu dit « la Bruyssande » en application de l’article L 210-1 du code de l’urbanisme
PAGE 20 arrêté n° DDT/SEEF-2016/268 du 18 juillet 2016 portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage sur la commune de Venasque
PAGE 23 arrêté n° DDT/SEEF-2016/269 du 18 juillet 2016 portant reconduction du plan de gestion cynégétique de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque
ARRÊTÉ du 13 JUIL. 2016
Portant surclassement démographique de la commune d’Avignon

Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d’Honneur
Officier de l’Ordre national du Mérite

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n°2004-674 du 8 juillet 2004, pris pour l’application de l’article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu le décret n°99-567 du 6 juillet 1999 pris pour l’application de l’article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°14 DCM_2016_03_014 du 23 mars 2016 du conseil municipal de la commune d’Avignon décidant de solliciter le surclassement et autorisant le maire à accomplir les démarches nécessaires ;

Vu le courrier du 17 mai 2016 du maire d’Avignon transmettant les éléments prévus à l’article 3 du décret n°99-567, relatifs à la population touristique moyenne de la commune ;
Considérant que toute commune comprenant un quartier prioritaire de la politique de la ville peut être surclassée dans une catégorie démographique supérieure ;

Considérant que les Quartiers de Montclar, Champfleury, Rocade Sud, Barbière, Croix des Oiseaux, quartiers Nord Est et le quartier de Saint-Chamand de la commune d'Avignon figurent dans la liste des quartiers prioritaires fixée par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 ;

Considérant que la population de ces quartiers a été évaluée par le Commissariat général à l'égalité des territoires à 25 340 habitants ;

Considérant que la commune d'Avignon estime sa population touristique moyenne à 33 427 habitants,

Considérant qu'au 1er janvier 2016, l'INSEE évalue la population légale de la commune d'Avignon à 92 230 habitants ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de Vaucluse ;

ARRÊTE

Article 1er : La commune d'Avignon est surclassée dans la catégorie démographique supérieure à 150 000 habitants, par référence à sa population totale évaluée à 150 997 habitants.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, Madame le maire d'Avignon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Avignon, le 13 juil. 2016

Le Préfet

Bernard GONZALEZ
ARRÊTÉ du 14 JUIL. 2016

Portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse, des sports et de l’engagement associatif
Promotion du 14 juillet 2016

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 relatif aux caractéristiques et aux modalités d’attribution de la médaille de la jeunesse et des sports, ensemble le décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié relatif au même sujet ;

VU le décret n° 2013-1191 du 18 décembre 2013 modifiant le décret n°69-942 du 14 octobre 1969 modifié relatif aux caractéristiques et aux modalités d’attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ;

VU l’arrêté de M. le secrétaire d’Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des Sports, du 5 octobre 1987 portant délégation de pouvoirs aux préfets pour l’attribution de la médaille de Bronze de la jeunesse et des sports ;

SUR proposition du directeur départemental de la cohésion sociale de Vaucluse,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée, au titre de la promotion du 14 juillet 2016 aux personnes dont les noms suivent : 
Monsieur BONNAVENTURE Rolland né le 20 juin 1966 à CARPENTRAS (84) demeurant 178 Route des Vendrants 84410 BEDOIN

Monsieur BRES Serge né le 23 août 1956 à VALREAS (84) demeurant 8 rue Van Gogh 84310 MORIERES LES AVIGNON

Monsieur BRYSELBOUT André né le 26 janvier 1951 à DUNKERQUE (59) demeurant 218 route de Monteux à Velleron 8210 PERNES LES FONTAINES

Monsieur CORNU-CHAUVINC Jacques né le 27 avril 1962 à VALENCE (26) demeurant 115 cours de la République 84210 PERNES LES FONTAINES

Madame DAUDE Dominique née le 17 février 1962 à SAINTE GEMMES D’ANDIGNE (49) demeurant 1084 route de Villelaure 84210 PERTUIS

Monsieur DELBREIL-CHATEY Jean né le 18 octobre 1950 à TONNERRE (89) demeurant 6 chemin des Galoubets 84450 SAINT SATURNIN LES AVIGNON

Monsieur GOMEZ José né le 20 novembre 1950 à BENIFAYO (Espagne) demeurant 95 chemin des Vieux Prés 84530 VILLELAURE

Madame GRANDJEAN Aline née le 17 juillet 1976 à NANCY (54) 74 chemin du Clos Cavalier 84100 ORANGE

Monsieur JULIEN Roland né le 13 avril 1952 à ROMANS (26) demeurant 4 allée des Chênes Verts 84460 CHEVAL BLANC

Monsieur LACOTTE Lionel né le 26 janvier 1969 à MONTFAVET (84) demeurant 3, rue Louis Daquin 84700 SORGUES

Madame MOUSSEID-YAHYA Aswan née le 28 juillet 1966 à DJIBOUTI demeurant 513 rue des Mistoun 84100 ORANGE

Madame PEYROL Marie-Christine née le 19 juin 1964 à CERNUSCO SUL NAVIGLIO (Italie) demeurant 14, Avenue de Sérginan – Le Portalet 84800 L’ISLE SUR LA SORGUE

Monsieur ROUYEVROL Guy né le 4 juin 1954 à ORANGE (84) demeurant 309 Allée Marcel Pagnol 84420 PIOLENC

Madame ROUX Dominique née le 18 septembre 1957 à SORGUES (84) demeurant 166 Avenue Saint Marc 84700 SORGUES

Madame SORS Nathalie née le 2 octobre 1965 à REIMS (51) demeurant 23 avenue Alphonse Daudet 84130 LE PONTET
Monsieur SUAU Jean-Michel né le 6 juillet 1965 à ARLES (13)
demeurant 79 avenue du 8 mai 1945 84310 MORIERES LES AVIGNON

Madame TETON Angélique née le 21 mars 1973 à CAVAILLON (84)
demeurant 97 route de Vaugines 84160 LOURMARIN

Monsieur TREUTENAERE Régis né le 19 mars 1971 à NICE (06)
demeurant 25 rue Vigne 84200 CARPENTRAS

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 14 JUIL. 2018

Le Préfet

[Signature]

Bernard GONZAELZ
COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMénAGEMENT COMMERCIAL DE VAUCLUSE

ORDRE DU JOUR

DU LUNDI 1er AOÛT 2016

Préfecture - Bât. B - RDC - Salle PETRARQUE

14H30

DOSSIER N° 77A

demande d’avis relative à l’aménagement, dans un bâtiment existant, d’un supermarché de 620 m² de surface de vente à l’enseigne « U Express » suite à la saisine de la CDAC par la commune de Saint-Saturnin-lès-Avignon après délibération du conseil municipal.

Demandeurs : SAS DISTRITOM
ARRÊTÉ DU 2 JUILLET 2016
portant ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance du permis de construire dans le cadre de l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'eau située au lieu-dit « Île des Rats » sur la commune de PIOLEN (84)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE


VU le code de l'urbanisme, notamment les articles R.422-2 et R.423-57 ;

VU la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU le décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009 relatif aux procédures administratives applicables aux projets de centrales solaires au sol ;

VU le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
VU la demande de permis de construire en date du 22 mai 2015 déposée par la Société O’MEGA 1 – 140 avenue des Champs Elysées – 75008 PARIS;

VU les pièces du dossier comportant notamment une étude d’impact;

VU les avis des services et organismes consultés dans le cadre de l’instruction du dossier;

VU la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l’année 2016 dans le Vaucluse;

VU la décision du tribunal administratif de Nîmes, n° E16000084/84 en date du 28/06/2016 désignant Monsieur Tartanson, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Caillaud, en qualité de commissaire enquêteur suppléant;


CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l’enquête;

CONSIDERANT que ce dossier est constitué conformément aux dispositions des codes précités;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er**: objet et durée de l’enquête

Projet de centrale photovoltaïque sur l’eau, porté par la Société O’MEGA 1.
Une enquête publique est ouverte **du 5 septembre 2016 au 7 octobre 2016** (soit 32 jours consécutifs) préalable à la délivrance du permis de construire dans le cadre de l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'eau sur la commune de Piolenc (84) et se déroulera sur cette commune.

**ARTICLE 2 : identité de la personne responsable du projet**

Ce projet est conduit par la société O’MEGA 1 – 140 avenue Champs Elysées – 75008 PARIS et représentée par son représentant d’AKUO SOLAR, directeur de la société, M. Steve ARCELIN.

Des informations peuvent être demandées auprès de :
- M. Tristan URTIZBEREA – Tél 06 61 89 94 86 - mail : urtizberea@akuenergy.com

**ARTICLE 3 : désignation du commissaire enquêteur**

Par décision du tribunal administratif de Nîmes du 28 juin 2016, Monsieur Tartanson est désigné commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Caillaud est nommé commissaire enquêteur suppléant.

En cas d'empêchement de Monsieur Tartanson, Monsieur Caillaud le remplacera et exercera ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

**ARTICLE 4 : consultation du dossier et observations du public**

Les pièces du dossier, comportant notamment une étude d’impact et une évaluation environnementale, ainsi qu’un registre d’enquête à feuillets non mobiles ouvert, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés **en mairie de Piolenc du 5 septembre 2016 au 7 octobre 2016 inclus** et mis à la disposition du public afin que chacun puisse en prendre connaissance **aux heures habituelles d’ouverture de la mairie au public, tous les jours ouvrables** et consigner éventuellement leurs observations sur le registre d’enquête ouvert à cet effet.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au commissaire enquêteur par correspondance à l’adresse suivante :

Monsieur le commissaire enquêteur, enquête publique photovoltaïque sur l’eau
Hôtel de Ville – Rue Jean Moulin - 84420 Piolenc
ou adresse mail : mairie.piolenc@wanadoo.fr
Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l’enquête, auprès de la mairie de Piolenc.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d’enquête publique auprès de la direction départementale des territoires de Vaucluse (service eau, environnement et forêt) dès publication du présent arrêté.

L'avis de l'autorité environnementale est consultable en mairie ainsi que sur le site internet des services de l'État en Vaucluse.

ARTICLE 5 : lieux, dates et horaires des permanences

Le commissaire enquêteur siègera en mairie de Piolenc, afin de recevoir les observations du public, aux dates ci-après et pendant la tranche d'ouverture au public de la mairie :

- le 5 septembre 2016, de 13h30 à 18h00
- le 13 septembre 2016, de 8h00 à 12h00
- le 21 septembre 2016, de 13h30 à 18h00
- le 29 septembre 2016, de 8h00 à 12h00
- le 7 octobre 2016, de 13h30 à 18h00

ARTICLE 6 : mesures de publicité

1) Par publication, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelée dans les 8 premiers jours suivant la date d'ouverture de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans le département de Vaucluse (« La Provence et Vaucluse Matin ») par les soins de la direction départementale des territoires de Vaucluse et aux frais du demandeur.

2) Par affichage, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, aux lieux habituels d'affichage visible au public à toute heure. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire qui adressera au préfet de Vaucluse (direction départementale des territoires) un certificat justifiant cette formalité.

3) Le responsable du projet procédera, sauf impossibilité matérielle justifiée, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet selon l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l’article R 123-11 du code de l'environnement.
Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la, ou s'il y a lieu, des voies publiques. Elles doivent mesurer au moins 42 cm par 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d’enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.

ARTICLE 7 : clôture de l’enquête publique

À l’expiration du délai d’enquête, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui. Ce dernier rencontrera, dans la huitaine, le pétitionnaire et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal, en l’invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l’enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l’enquête, il transmettra au préfet de Vaucluse – (direction départementale des territoires) le dossier d’enquête accompagné du registre et des pièces annexées, son rapport et ses conclusions motivées. Simultanément, il transmettra une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Nîmes.

Le préfet de Vaucluse (direction départementale des territoires) adressera, dès leur réception, une copie du rapport et des conclusions au pétitionnaire.

Une copie du rapport et des conclusions établies par le commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Piolenc, pour être tenue à la disposition du public pendant le délai d’un an à compter de la clôture de l’enquête.

Ces documents pourront aussi être consultés, durant ce délai, à la direction départementale des territoires de Vaucluse – Service eau, environnement et forêt, ainsi que sur le site de la préfecture de Vaucluse (http://www.vaucluse.gouv.fr).

ARTICLE 8 : décisions adoptées au terme de l’enquête publique

A l’issue de l’enquête publique, le préfet de Vaucluse statuera sur la demande de permis de construire, au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires.
ARTICLE 9 : exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental des territoires de Vaucluse, le maire de Piolenc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au pétitionnaire, au commissaire enquêteur, à son suppléant et au tribunal administratif de Nîmes.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 21 JUIN, 2016

Pour le préfet et par délégation,

[Signature]

Le directeur départemental des territoires,

[Signature]

Ingénieur Divisionnaire de l’Agriculture et de l’Environnement

G. GAILDRAUD
ARRÊTÉ

portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière

LE PREFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de la route, notamment ses articles, L 213-1 à L 213-8 et R 213-1 à R 213-6,

VU l'arrêté ministériel n° EQUIS 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-07-06-4001-DDT-PREF du 08 juillet 2011 portant renouvellement de l'agrément d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 85 du 22 octobre 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis ROUSSEL, Directeur Départemental des Territoires de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n° 89 du 03 novembre 2015 donnant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Paul DELCASSO, Chef du Service Expertise de Caisse et Usage de la Route (SECUR),

Considérant la demande d'agrément déposée le 01 juillet 2016, présentée par Monsieur Gilbert Cassar en vue du renouvellement de l'agrément délivré le 08 juillet 2011,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de M. le directeur départemental des Territoires de Vaucluse,

ARRÊTE :

Article 1° : Monsieur Gilbert Cassar, gérant de la SARL Europe conduite stage 84, est autorisé à exploiter, sous le n° E 11 084 0702 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé Europe conduite stage 84 et situé 833, avenue des marchés – 84200 Carpentras.
**Article 2** : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter du 06 juillet 2016. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3** : L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

B/AAC/BE/C/CE/D

**Article 4** : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, au titre de la société par son gérant, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5** : Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6** : Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de responsable, tout abandon ou toute extension, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7** : Le nombre de personnes susceptibles d'être admises simultanément dans la salle dédiée à l'enseignement, y compris l'enseignant, est fixé à 38 personnes.

**Article 8** : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 9** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le délégué à l'éducation routière, le commandant du groupement de gendarmerie, la directrice de la protection des populations, et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

Pour le Préfet,
Pour le directeur départemental des territoires de Vaucluse,
Le chef du service expertise de crise et usages de la route
Fait à Avignon, le 21 JUIL. 2016
Jean-Paul Delcasso

---

**Délais et voies de recours** :
Le bénéficiaire d'une décision administrative qui souhaite la contester peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le délai de DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères CS 88010 30941 Nîmes Cedex 09. Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
ARRÊTÉ
déléguant l’exercice du droit de préemption à
l’Etablissement Public Foncier
Provence-Alpes-Côte d’Azur
pour l’acquisition d’un bien
sis à MONTEUX, lieu-dit « Saint Raphaël »
en application de l’article L.210-1 du code de l’urbanisme

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MÉRITE


VU le code de l’urbanisme et notamment son article L.210-1, dans sa rédaction issue de l’article 149 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU les dispositions des articles R213-14 et suivants du code de l’urbanisme relatives aux cas de ventes par adjudication lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement,

VU la circulaire du 21 février 2012, relative à l’exercice du droit de préemption dans les communes ayant fait l’objet d’un constat de carence au titre de l’article L.309-9-1 du code de la construction et de l’habitation ;

VU la délibération n°11 en date du 09 décembre 2013 instituant le droit de préemption urbain aux zones U et AU du PLU en vigueur de la commune de MONTEUX;

VU la déclaration d’intention d’aliénation souscrite par Maître DEPRAD-SURDON Béatrice, notaire à MONTEUX, représentant Monsieur MECHEREF Brahim et Madame MESSELLEKA Nora, reçue en mairie de Monteux le 26/01/2016 et portant sur la vente d’une propriété bâtie en terrain propre, située lieu-dit « Saint Raphaël » à MONTEUX, cadastrée B 145, B 1761, B 1763, B 1765 d’une emprise de 1990 m² selon la description figurant dans la déclaration d’intention d’aliénation;

VU l’arrêté préfectoral du 17 mars 2016 déléguant à l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur l’exercice du droit de préemption sur le bien situé lieu-dit « Saint Raphaël » à MONTEUX, cadastré, B 145, B 1761, B 1763, B 1765 (et B 1766) pour une superficie de 1990 m²;

VU la décision de préemption n°2016-23 de la directrice générale de l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur du 24 mars 2016 concernant le bien sus désigné,


VU la décision n°2016-40 du 24 juin 2016 de la directrice générale de l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur de retrait de la décision susvisée de préemption ;

VU l’audience qui s’est tenue le 7 juillet 2016 et la décision d’adjudiquer le bien susvisé au profit d’une société tiers (jugement en instance de notification) ;

CONSIDÉRANT que l’acquisition par l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur, de ce bien, situé lieu-dit « Saint Raphaël » à Monteux, cadastré B 1766, B 145, B 1761, B 1763, B 1765, conditionne la réalisation d’une opération d’aménagement d’ensemble et participe de surcroît à la réalisation d’opérations en lien avec la production de logements locatifs sociaux afin de favoriser et d’accélérer l’atteinte des objectifs fixés dans le programme local de l’habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l’article L.302-8 du code de la construction et de l’habitation ;

CONSIDÉRANT le délai de trente jours à compter de l’adjudication pour informer le greffier ou le notaire de sa décision de se substituer à l’adjudicataire, en application de l’alinéa 3 de l’article R213-15 du code de l’urbanisme ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**
L'exercice du droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2 est délégué à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme.

Le bien acquis contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat en cohérence avec les objectifs déterminés en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 2 :**
Le bien concerné par le présent arrêté se situe lieu-dit « Saint Raphaël » à MONTEUX, cadastré B 145, B 1761, B 1763, B 1765, d'une emprise de 1990 m².

**ARTICLE 3 :**
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, Monsieur le sous-préfet de Carpentras et Monsieur le directeur départemental des territoires de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 20 JUIL. 2016

[Signature]  

GONZALEZ
ARRÊTÉ
déléguant l’exercice du droit de préemption à
l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur
pour l’acquisition d’un bien
sis à Mazan, lieu dit la Bruyssande
en application de l’article L.210-1 du code de l’urbanisme

LE PRÉFET DE VAUCLUSE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MÉRITE


VU le code de l’urbanisme et notamment son article L.210-1, dans sa rédaction issue de l’article 149 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU la circulaire du 21 février 2012, relative à l’exercice du droit de préemption dans les communes ayant fait l’objet d’un constat de carence au titre de l’article L.309-9-1 du code de la construction et de l’habitation ;

VU l’arrêté préfectoral n° 2014199-0008 du 18 juillet 2014 prononçant la carence définie par l’article L.309-9-1 du code de la construction et de l’habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de MAZAN,

VU la délibération du conseil municipal du 1er août 1983 approuvant le plan d’occupation des sols (POS) de la commune de MAZAN ;

VU la délibération n°26 du 19 octobre 1987 instaurant un droit de préemption urbain sur les zones U et NA du POS de la commune de MAZAN ;
Vu la délibération n° 7-14 du 3 mars 2014 approuvant le second programme local de l’habitat de la communauté d’agglomération Ventoux-Comtat Venaissin pour la période 2014-2020 ;

VU la déclaration d’intention d’aliéner souscrite par Maître PENEY, notaire à MAZAN, représentant Madame DELAY Geneviève, reçue en mairie le 31 mai 2016 et portant sur la vente d’une propriété non bâtie située lieu dit la Bruyssande à MAZAN, cadastrée F 1420, d’une emprise de 1211 m² selon la description figurant dans la déclaration d’intention d’aliéner ;

CONSIDÉRANT que l’acquisition par l’Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d’Azur, de ce bien, situé au lieu dit la Bruyssande à MAZAN, cadastré F 1420, participe à la réalisation d’opérations en lien avec la production de logements locatifs sociaux afin de favoriser et d’accélérer l’atteinte des objectifs fixés dans le programme local de l’habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l’article L.302-8 du code de la construction et de l’habitation ;

CONSIDÉRANT le délai de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d’intention d’aliéner pour faire part aux propriétaires de l’intention d’acquérir en application du droit de préemption ;

SUR proposition Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1er :
Le bien acquis contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l’habitat en cohérence avec les objectifs déterminés en application du premier alinéa de l’article L.302-8 du code de la construction et de l’habitation.

ARTICLE 2 :
Le bien concerné par le présent arrêté se situe au lieu dit la Bruyssande à MAZAN, cadastré F 1420, d’une superficie totale de 1211 m².

ARTICLE 3 :
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, Monsieur le sous-préfet de Carpentras, Monsieur le directeur départemental des territoires de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Vaucluse.

Fait à Avignon, le 20 juil. 2016

[Signature]

---

*GONZALEZ*
ARRETE n° DDT/SEEF-2016/268
Portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage sur la commune de Venasque

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D’HONNEUR
OFFICIER DE L’ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.424-27 ; R.422-82 à R.422-91 ;
VU l’arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage ;
VU l’arrêté préfectoral n° Ext 2011-08-05-0258-DDT instituant la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque ;
VU l’arrêté préfectoral n° 2013246-0002 portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque ;
VU l’arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;
VU l’arrêté préfectoral du 03 novembre 2015 donnant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires aux chefs de service ;
VU la demande de M. le maire de Venasque validée en conseil municipal en date du 11 mai 2016 ;
VU l’avis favorable de M. le sous-préfet de Carpentras ;
VU l’avis du Président de la Fédération départementale des chasseurs de Vaucluse ;
CONSIDERANT la nécessité de mettre en cohérence les contours de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque avec la configuration du terrain et les espaces vitaux des gibiers protégés ;
CONSIDERANT qu’un plan de gestion cynégétique pour l’espèce sanglier sera mis en œuvre
SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : l’article 1 de l’arrêté préfectoral n° Ext 2011-08-05-0258-DDT est modifié comme suit en ce qui concerne la propriété communale ;
Sont constituées en réserve de chasse et de faune sauvage les parcelles situées sur la commune de Venasque en propriété communale :
Section E n° 2 (en partie) pour 83 ha 90 a,
Section E n° 11 (en partie) pour 25 ha 90 a,
Section E n° 63 (en partie) pour 6 ha 60 a,
Section D n° 13 pour 5 ha 80 a.

ARTICLE 2 :
La surface totale de la réserve de chasse et de faune sauvage s’élève à 136 ha 39 a (cf. plan joint).

ARTICLE 3 :
Un plan de gestion cynégétique de l’espèce « Sanglier » (Sus scrofa) devra être mis en œuvre à l’intérieur de cette réserve.

ARTICLE 4 :
Les autres dispositions restent inchangées.

ARTICLE 5 :
Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Vaucluse devant le Tribunal Administratif de Nîmes.

ARTICLE 6 :
Le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental des territoires de Vaucluse, le président de la fédération départementale des chasseurs de Vaucluse, le chef du service départemental de l’office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie de Venasque.

Fait à Avignon, le 18 juillet 2016

Pour le préfet, et par délégation,
P/Le directeur départemental des territoires,
Le chef du service,

Catherine GAILDRAUD
RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DU VAUCLUSE

Commune de Venasque

Année 2016

Echelle 1/25 000°
ARRÊTÉ n° DDT/SEEF-2016/269
portant reconduction du plan de gestion cynégétique de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.422-27, L.427-6 et R.422-82 à R.422-94-1 ;
Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage ;
Vu les arrêtés préfectoraux n° EXT2011-08-05-0258-DDT portant approbation de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque, n° 2013246-0002 du 03 septembre 2013 et n° DDT/SEEF-2016/268 portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage ;
Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;
Vu l'arrêté préfectoral du 03 novembre 2015 donnant délégation de signature du directeur départemental des territoire aux chefs de service ;
Vu l'avis du président de la fédération des chasseurs de Vaucluse ;
Considérant la nécessité de maintenir les équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques dans et à proximité de la réserve de chasse et de faune sauvage de Venasque et de réduire les dégâts occasionnés aux cultures alentours ;
Considérant que ce territoire placé sous réserve de chasse depuis 2011 n'a pas pour objectif de pérenniser en son sein une population de sangliers ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Vaucluse ;
ARRÊTE :

ARTICLE 1 :
La mise en œuvre du plan de gestion cynégétique sanglier de la réserve de chasse et de faune sauvage présenté par la commune de Venasque sur les propriétés communales, annexé au présent arrêté, est approuvé pour la saison de chasse 2016-2017.

ARTICLE 2 :
Un compte-rendu de sa mise en œuvre sera transmis chaque année au préfet de Vaucluse en fin de saison cynégétique.

ARTICLE 3 :
Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans les deux mois suivant sa publication.

ARTICLE 4 :
Le directeur départemental des territoires de Vaucluse, le président de la fédération départementale des chasseurs de Vaucluse, le directeur interrégional et le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie de Venasque.

Fait à Avignon, le 18 juillet 2016

Pour le préfet, et par délégation,
P/Le directeur départemental des territoires,
Le chef du service,

Catherine GAILDRAUD